

Courants économiques

Une croissance plutôt timide

Warren Jestin, premier vice-président et économiste en chef

Ces derniers mois, les marchés financiers ont été ébranlés par les craintes accrues des investisseurs au sujet des perspectives de croissance mondiale, de la crise de la dette publique européenne et du peu de progrès fait par Washington pour juguler son déficit budgétaire abyssal. Les ajustements structurels requis pour vraiment assainir les finances des pays les plus lourdement endettés et déficitaires pèseront sur la croissance de ces derniers jusqu'au milieu de la décennie. Les coûts sociaux et les risques politiques extrêmes associés à ces décisions très difficiles laissent présager une volatilité continue des marchés des changes, des actions et des obligations.

La croissance de la production en 2012 peinera à atteindre 2 % aux États-Unis même si les taux d'intérêt continuent de frôler des creux historiques et si les compressions budgétaires sont reportées, ce qui semble très probable vu le chômage élevé, la fragilité du secteur du logement et les difficultés financières auxquelles se heurtent les gouvernements d'État et les administrations locales. Certains pays d'Europe parviendront à dégager de légers gains mais la croissance sera globalement nulle dans la zone euro, car les compressions dans le secteur public et le désendettement privé feront basculer plusieurs économies (ou les feront s'enfoncer plus profondément) dans la récession.

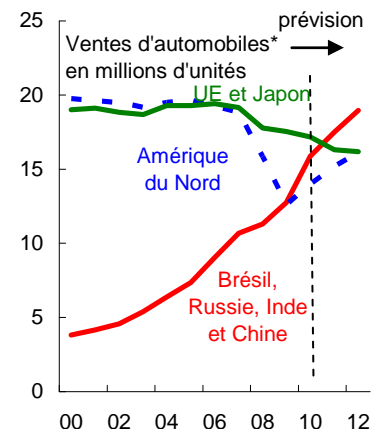
De nombreux pays émergents voient également leur économie s'essouffler, mais la croissance en 2012 devrait tout de même frôler 9 % en Chine, 8 % en Inde et 4 % au Brésil. Les pays développés « traditionnels » restant à la traîne, les marchés émergents représentent plus de deux tiers de la croissance mondiale, part qui a toutes les chances de se maintenir pendant tout le reste de la décennie. Selon le magazine *The Economist*, d'ici 2020, la Chine pourrait ravir aux États-Unis son statut de première économie mondiale.

Dans l'ensemble, la croissance canadienne devrait être semblable à celle des États-Unis en 2012 et s'afficher sous les 2 %. La demande intérieure sera soutenue par les mégaprojets du secteur des ressources et les investissements dans les infrastructures publiques. Cependant, l'augmentation des dépenses des ménages sera freinée par un ralentissement de la création d'emplois et par l'hésitation plus nette des consommateurs à accroître leur endettement, lequel atteint

	2000-2010	11p	12p	13p
PIB réel (var. annuelle en %)				
É.-U.	1,8	1,8	1,8	2,2
Canada	2,2	2,3	1,8	2,4
Mexique	2,1	3,9	2,9	3,7
Zone euro	1,4	1,6	0,0	1,3
R.-U.	1,9	0,8	0,8	1,8
Japon	0,9	0,1	3,2	1,8
Chine	9,5	9,1	8,9	8,5
Inde	7,5	7,6	8,1	8,0
Brésil	3,7	3,5	4,0	4,5

Sources : Statistique Canada, BEA, Bloomberg, Eurostat, Études économiques Scotia

Ventes mondiales de voitures



*Comprend les camionnettes en Amérique du Nord. Sources : Ward's Automotive Reports, Études économiques Scotia

Études économiques Scotia

Scotia Plaza, 40, rue King Ouest, 63^e étage
 Toronto (Ontario) Canada M5H 1H1
 Tél. : 416-866-6253 Téléc. : 416-866-2829
 Courriel : scotia_economics@scotiacapital.com

Le présent document a été préparé par Études économiques Scotia, comme ressource pour les clients de la Banque Scotia et de Scotia Capital. Les opinions, les estimations et les projections contenues dans le présent document sont les nôtres à la date de ce dernier et sont sujettes à changement sans préavis. Les renseignements et les opinions présents dans ce document sont tirés de sources considérées comme fiables, mais aucune garantie n'est donnée concernant leur exactitude et leur exhaustivité. Ni le Groupe Banque Scotia ni ses sociétés affiliées n'acceptent de responsabilité en cas de pertes résultant de l'utilisation du présent document ou de son contenu.



Courants économiques

déjà des niveaux records par rapport au revenu disponible. L'accèsion à la propriété se situant à des sommets, l'activité du logement est appelée à ralentir. La Banque du Canada maintiendra sans doute son taux directeur au niveau actuel – le plus bas depuis près d'une génération – jusqu'à dans le courant de 2013 mais la politique budgétaire du Canada sera moins stimulante, car Ottawa et de nombreux gouvernements provinciaux s'efforcent de rééquilibrer leurs comptes.

Le ralentissement de l'économie mondiale réduira les gains des exportateurs canadiens, mais les producteurs de ressources continueront de profiter d'une demande relativement vigoureuse en provenance de la Chine et d'autres marchés émergents. La vigueur du huard et la faiblesse des marchés européens – ainsi que du marché américain, auquel sont toujours destinées plus de 70 % des exportations canadiennes – continueront de poser des problèmes aux fabricants. La croissance du secteur manufacturier sera de plus en plus tirée par les PME qui se concentrent sur les marchés intérieurs à forte valeur ajoutée et sur les nouveaux marchés mondiaux. Les tendances observées dans l'industrie automobile illustrent les bouleversements en cours dans le secteur manufacturier. Le Canada produit aujourd'hui presque un million de véhicules de moins qu'il y a dix ans et sa quote-part des investissements de l'industrie automobile en Amérique du Nord est beaucoup plus faible qu'au cours de la dernière décennie.

Dans ce contexte mondial difficile, le Canada demeure l'un des meilleurs endroits où travailler et faire des affaires. Contrairement aux États-Unis et à l'Europe, le Canada a entièrement récupéré les emplois perdus durant la crise et la récession financières de 2008-2009. Le dynamisme de ses marchés de l'immobilier résidentiel et commercial contraste fortement avec les conditions déprimées observées aux États-Unis et dans une grande partie de l'Europe. Ottawa compte venir à bout de son déficit budgétaire, actuellement égal à 2 % du PIB, d'ici 2017, voire avant. Malgré un déficit avoisinant 8 % du PIB, Washington ne prévoit pas de mesures décisives pour revenir à une situation budgétaire plus équilibrée. L'avantage budgétaire du Canada est stratégiquement important pour sa croissance et sa prospérité à long terme, parce qu'il sert de base à un régime fiscal concurrentiel sur le plan international. Notre système financier, le plus robuste du monde, soutient la croissance nationale à l'heure où les problèmes bancaires deviennent un obstacle à la revitalisation de l'activité économique dans de nombreux pays développés.

